STOCAMINE

Le confinement définitif devant la cour d'appel le 11 octobre

Le recours des associations contre l'arrêté préfectoral autorisant le confinement définitif des déchets sera évoqué devant la cour administrative d'appel de Nancy le 11 octobre.

Des partisans du déstockage total ont fait office de comité d'accueil aux membres de la commission de suivi du site Stocamine devant la salle Grassegert, à Wittelsheim. Photo L'Alsace/Laurent BODIN

Les positions sont irréconciliables, mais encore ont-ils réussi à se parler. Sans surprise, les divergences entre les représentants de Stocamine et les services de l'État d'un côté, les associations et élus demandant le déstockage total de l'autre côté, n'ont pas été levées, ce jeudi après-midi, lors de la réunion de la commission de suivi de site (CSS) de Stocamine, dans la salle Grassegert à Wittelsheim.

Le coulage du béton à partir de la mi-octobre

La séance, animée par le préfet du Haut-Rhin, Louis Louvier, a été une succession de rapports techniques et pointus, de prises de position tranchées, mais aussi de questions de la part des adversaires au confinement définitif des 42 000 tonnes de déchets enfouis en fond de mine, à 545 m sous terre. Il y a aussi eu des envolées lyriques, notamment le « J'accuse » de Jean-Marie Dubel, représentant des mineurs CFTC de potasse au sein du collectif Destocamine, évoquant un « empoisonnement probable, à terme, de la nappe phréatique » et demandant « un moratoire du bétonnage » des 42 000 tonnes déchets stockés en attendant l'issue des procédures en référé-suspension lancé par la Collectivité européenne d'Alsace et l'association CLCV.

Sur ce point, Céline Schumpp, la directrice générale des Mines de potasse d'Alsace (MDPA), maison mère de Stocamine, a indiqué que la cour administrative d'appel de Nancy doit statuer le lundi 11 octobre sur ces référés-suspension comme sur l'appel interjeté contre l'arrêté préfectoral autorisant l'enfouissement définitif des déchets. « Une décision validée par la ministre de la Transition écologique », Barbara Pompili, comme l'ont rappelé le préfet et la directrice générale des MDPA. Cette dernière a dû rappeler, à plusieurs reprises, que le dossier Stocamine est géré conformément à la loi, mais aussi aux instructions de l'actionnaire, l'État en l'occurrence.

La CSS a aussi donné l'occasion à Stocamine de préciser la date espérée du début des travaux de coulage du béton, à la mi-octobre pour une fin de chantier envisagée à la fin de l'année 2025. Pour rappel, les galeries seront aussi comblées par du béton. Sont prévus douze barrages, composés pour chacun d'un noyau de 6 m de long, aux extrémités desquels seront encore coulés 3 m de béton avec une épaisseur de sel d'un mètre supplémentaire.

Ce chantier a nécessité de démonter, en surface, 17 engins, dont trois camions toupies, qui ont été remontés en fond de mine. « Les sites des barrages 1 et 2 sont prêts sur les plans minier et électrique », a annoncé la direction de Stocamine. Cette dernière a refusé la demande de la vice-présidente de la région Grand Est, Christelle Willer, également maire de Buschwiller, qui souhaitait que les trois entreprises privées contactées par la collectivité – car spécialisées dans le traitement des déchets – puissent avoir accès aux déchets stockés pour lancer de nouvelles études. « Ce temps est révolu puisqu'une décision est prise », a abondé le préfet.

« Pas d'ennoyage avant six siècles »

La réunion a aussi donné lieu à la présentation de deux études, notamment sur l'ennoyage. Il en ressort qu'il n'interviendra pas avant six cents ans, voire deux millénaires si le sous-sol est étanche entre les carreaux Joseph-Else, à Wittelsheim, et Marie-Louise, à Staffelfelden. Entre les deux existe une zone qui n'a pas fait l'objet de travaux miniers. « Mais comme nous n'avons pas de certitude, nous avons choisi le pire scénario qui évalue à six cents ans le risque d'ennoyage », a souligné Céline Schumpp.

« Vous n'arriverez pas à nous convaincre car même en cas d'ennoyage, on ne sait pas quelles seront les conséquences d'une telle soupe ! », lui a répondu Philippe Aullen, membre du bureau exécutif d'Europe Écologie-Les Verts Alsace. « Nous sommes pour le déstockage total », a résumé Josiane Kieffer au nom du collectif Destocamine, qui avait mobilisé une trentaine de personnes, dont des gilets jaunes, en guise de comité d'accueil à cette réunion de la CSS.

Laurent BODIN